

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

- le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. À l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 septembre 2014 portant octroi de subventions pour l'exécution de mesures agri-environnementales et climatiques en application du Programme flamand de Développement rural pour la période 2014-2020, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 juin 2015, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er} est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Au cours de la dernière année de l'engagement en cours, visé au paragraphe 1^{er}, l'agriculteur peut prolonger cet engagement d'un an. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est ajouté le membre de phrase « jusqu'au 31 décembre 2020 ».

Art. 2. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, le point 1° est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2020.

Art. 4. Le ministre flamand ayant l'agriculture et la pêche en mer dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 janvier 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2021/40608]

19 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 4 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'État le 9 février 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois le 26 janvier 2021 ;

Considérant le Comité de concertation du 22 janvier 2021 ;

Considérant que les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons sont fermés ;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus sont fermés ;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et événementiel sont fermés au public ;

Considérant que, suite à la prolongation de fermeture pour ces secteurs au-delà du 1^{er} décembre, les entreprises concernées continuent de voir leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;
Sur proposition du Ministre de l'Economie ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions ;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales ;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

Art. 2. L'intervention complémentaire est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

Art. 3. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention complémentaire à l'entreprise qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 19 octobre 2020 et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivante :

1° 56.101 du Code NACE-BEL ;

2° 56.102 du Code NACE-BEL ;

3° 56.301 du Code NACE-BEL ;

4° 56.302 du Code NACE-BEL ;

5° 56.309 du Code NACE-BEL ;

6° 93.110 du Code NACE-BEL ;

7° 93.121 à 93.129 du Code NACE-BEL ;

8° 93.130 du Code NACE-BEL ;

9° 93.199 du Code NACE-BEL ;

10° 93.211 du Code NACE-BEL ;

11° 93.212 du Code NACE-BEL ;

12° 93.291 du Code NACE-BEL.

L'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, est de :

1° 4.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0 ;

2° 6.500 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 5 ;

3° 9.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;

4° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

Art. 4. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention complémentaire à l'entreprise qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 2 novembre 2020 et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivante :

1° 47.990 du Code NACE-BEL pour ce qui concerne l'offre de biens à domicile ;

2° 55.202 du Code NACE-BEL ;

3° 55.300 du Code NACE-BEL ;

4° 56.210 du Code NACE-BEL ;

5° 59.140 du Code NACE-BEL ;

6° 82.300 du Code NACE-BEL ;

7° 85.510 du Code NACE-BEL ;

8° 85.520 du Code NACE-BEL ;

9° 85.532 du Code NACE-BEL ;

- 10° 90.021 du Code NACE-BEL ;
- 11° 90.041 du Code NACE-BEL ;
- 12° 90.042 du Code NACE-BEL ;
- 13° 91.030 du Code NACE-BEL ;
- 14° 91.041 du Code NACE-BEL ;
- 15° 92 du Code NACE-BEL pour ce qui concerne les casinos, les salles de jeux automatiques et les bureaux de paris ;
- 16° 93.292 du Code NACE-BEL ;
- 17° 93.299 du Code NACE-BEL ;
- 18° 96.021 du Code NACE-BEL ;
- 19° 96.022 du Code NACE-BEL ;
- 20° 96.040 du Code NACE-BEL ;
- 21° 96.092 du Code NACE-BEL.

L'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, est de :

- 1° 3.250 euros si l'effectif d'emploi est de 0 ;
- 2° 5.500 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 5 ;
- 3° 7.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;
- 4° 9.750 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

Art. 5. L'intervention complémentaire visée aux articles 3 et 4 est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

Est exclue de l'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise qui a bénéficié d'une prime octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19.

L'entreprise qui sollicite l'intervention complémentaire visée aux articles 3 et 4 s'engage sur l'honneur à ne pas verser de dividende durant l'année 2021.

Art. 6. Dans les délais déterminés par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention complémentaire via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention complémentaire ;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, et à l'article 4, alinéa 1^{er}.

Le montant de l'intervention complémentaire est calculé par l'Administration, conformément aux articles 3 et 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 7. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions complémentaires relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

Art. 8. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'intervention complémentaire.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'intervention complémentaire et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention complémentaire est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention complémentaire est accordée.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 février 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/40608]

19. FEBRUAR 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben am 4. Februar 2021 aufgestellten Berichts;

Aufgrund der am 1. Februar 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. Februar 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 9. Februar 2021 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 5 Tagen;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt am 26. Januar 2021 abgeändert;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 22. Januar 2021;

In Erwägung der Tatsache, dass die Horeca-Betriebe und sonstigen Gaststättenbetriebe und Schankstätten geschlossen sind;

In der Erwägung, dass die Betriebe in Verbindung mit Berufen, die zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen voraussetzen, geschlossen sind;

In der Erwägung, dass die Betriebe beziehungsweise Teile von Betrieben, die in den Bereichen Kultur, Feiern, Sport, Freizeit und Veranstaltungen aktiv sind, für die Öffentlichkeit geschlossen sind;

In der Erwägung, dass die betreffenden Betriebe im Anschluss an die Verlängerung der Schließpflicht für diese Sektoren über den 1. Dezember hinaus weiterhin Umsatzeinbußen oder sogar Umsatzverluste hinnehmen müssen, wodurch die Einkommen der Unternehmer und ihrer Beschäftigten gefährdet werden;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Unternehmen zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlen muss;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 aufgelegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionalen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

Art. 2 - Die ergänzende Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

Art. 3 - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine ergänzende Beihilfe den Unternehmen, die vor dem 19. Oktober 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 56.101 des NACE-BEL-Codes;
- 2° 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 56.309 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 93.121 bis 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 93.212 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 93.291 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 6.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 5 ist;
- 3° 9.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

Art. 4 - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine ergänzende Beihilfe den Unternehmen, die vor dem 2. November 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen, und deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

- 1° 47.990 des NACE-BEL-Codes, was das Angebot von Gütern am Wohnort betrifft;
- 2° 55.202 des NACE-BEL-Codes;
- 3° 55.300 des NACE-BEL-Codes;
- 4° 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- 5° 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- 6° 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- 7° 85.510 des NACE-BEL-Codes;
- 8° 85.520 des NACE-BEL-Codes;
- 9° 85.532 des NACE-BEL-Codes;
- 10° 90.021 des NACE-BEL-Codes;
- 11° 90.041 des NACE-BEL-Codes;
- 12° 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- 13° 91.030 des NACE-BEL-Codes;
- 14° 91.041 des NACE-BEL-Codes;
- 15° 92 des NACE-BEL-Codes, was die Kasinos, die AutomatenSpielhallen und die Wettbüros betrifft;
- 16° 93.292 des NACE-BEL-Codes;
- 17° 93.299 des NACE-BEL-Codes;
- 18° 96.021 des NACE-BEL-Codes;
- 19° 96.022 des NACE-BEL-Codes;
- 20° 96.040 des NACE-BEL-Codes;
- 21° 96.092 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

- 1° 3.250 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 5.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 5 ist;
- 3° 7.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;
- 4° 9.750 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

Art. 5 - Die ergänzende Beihilfe nach Artikeln 3 und 4 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Unternehmen, die eine von einer anderen föderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Prämie erhalten haben, haben keinen Anspruch auf die ergänzende Beihilfe nach Absatz 1.

Das Unternehmen, das die ergänzende Beihilfe nach Artikeln 3 und 4 beantragt, verpflichtet sich ehrenwörtlich, für das Geschäftsjahr 2021 keine Dividenden auszuschütten.

Art. 6 - Innerhalb der vom Minister festgelegten Fristen reicht das Unternehmen seinen Antrag auf ergänzende Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die ergänzende Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen insbesondere, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 3 Absatz 1 und Artikel 4 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der ergänzenden Beihilfe wird gemäß Artikel 3 und 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen, wenn dieses einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 7 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der ergänzenden Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 8 - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf ergänzende Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf ergänzende Beihilfe aus und informiert das Unternehmen, das seinen Antrag auf ergänzende Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf ergänzende Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die ergänzende Beihilfe gewährt wird.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Februar 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/40608]

19 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het verslag van 4 februari 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 februari 2021;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 9 februari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, voor het laatst gewijzigd op 26 januari 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 22 januari 2021;

Gelet op het feit dat de inrichtingen in de horeca-sector en de andere eet- en drankgelegenheden gesloten zijn;

Overwegende dat inrichtingen in de beroepen die een te nauw contact tussen personen inhouden, gesloten zijn;

Overwegende dat de inrichtingen of onderdelen van de inrichtingen die behoren tot de culturele, feestelijke, sportieve, recreatieve en evenementensector, gesloten zijn voor het publiek ;

Overwegende dat na de verlenging van de sluiting voor deze sectoren tot na 1 december, de betrokken ondernemingen hun omzet nog steeds zien dalen of zelfs verdwijnen, waardoor de inkomens van de ondernemers en hun werknemers in gevaar komen ;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

Art. 2. De bijkomende tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

Art. 3. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een bijkomende tegemoetkoming toe aan de onderneming die in het Waals Gewest voor 19 oktober 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE-BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

1° 56.101 van de NACE-BEL-code;

2° 56.102 van de NACE-BEL-code;

3° 56.301 van de NACE-BEL-code;

4° 56.302 van de NACE-BEL-code;

5° 56.309 van de NACE-BEL-code;

6° 93.110 van de NACE-BEL-code;

7° 93.121 tot en met 93.129 van de NACE-BEL-code;

8° 93.130 van de NACE-BEL-code;

9° 93.199 van de NACE-BEL-code;

10° 93.211 van de NACE-BEL-code;

11° 93.212 van de NACE-BEL-code;

12° 93.291 van de NACE-BEL-code.

De bijkomende tegemoetkoming bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

1° 4.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;

2° 6.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;

3° 9.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;

4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de Covid-19 epidemie.

Art. 4. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een bijkomende tegemoetkoming toe aan de onderneming die in het Waals Gewest voor 2 november 2020 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

- 1° 47.990 van de NACE-BEL-code wat betreft het aanbieden van goederen aan en in huis;
- 2° 55.202 van de NACE-BEL-code;
- 3° 55.300 van de NACE-BEL-code;
- 4° 56.210 van de NACE-BEL-code;
- 5° 59.140 van de NACE-BEL-code;
- 6° 82.300 van de NACE-BEL-code;
- 7° 85.510 van de NACE-BEL-code;
- 8° 85.520 van de NACE-BEL-code;
- 9° 85.532 van de NACE-BEL-code;
- 10° 90.021 van de NACE-BEL-code;
- 11° 90.041 van de NACE-BEL-code;
- 12° 90.042 van de NACE-BEL-code;
- 13° 91.030 van de NACE-BEL-code;
- 14° 91.041 van de NACE-BEL-code;
- 15° 92 van NACE-BEL-code wat betreft de casino's, speelautomatenhallen en wedkantoren;
- 16° 93.292 van de NACE-BEL-code;
- 17° 93.299 van de NACE-BEL-code;
- 18° 96.021 van de NACE-BEL-code;
- 19° 96.022 van de NACE-BEL-code;
- 20° 96.040 van de NACE-BEL-code;
- 21° 96.092 van de NACE-BEL-code.

De bijkomende tegemoetkoming bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

- 1° 3.250 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 5.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;
- 3° 7.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;
- 4° 9.750 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19 epidemie.

Art. 5. De in het derde en het vierde lid bedoelde bijkomende tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

Een onderneming die een premie heeft ontvangen die door een ander deelgebied in het kader van de crisis ten gevolge van het coronavirus COVID-19 is toegekend, wordt uitgesloten van de in lid 1 bedoelde bijkomende tegemoetkoming.

De onderneming die om de in de artikelen 3 en 4 bedoelde bijkomende tegemoetkoming verzoekt, verbindt zich er op erewoord toe in het jaar 2021 geen dividend uit te keren.

Art. 6. Binnen de door de Minister vastgestelde termijnen dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om bijkomende tegemoetkoming in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de bijkomende tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1, en in artikel 4, lid 1.

Het bedrag van de bijkomende tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig de artikelen 3 en 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 7. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de bijkomende tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

Art. 8. De Administratie gaat na, of de aanvraag voor een bijkomende tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een bijkomende tegemoetkoming op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de aanvraag voor een bijkomende tegemoetkoming definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de bijkomende tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 februari 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/30399]

16 FEVRIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide aux entreprises exerçant des activités non essentielles dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 mai 2018 relative aux aides pour le développement économique des entreprises, les articles 28 et 30 ;

Vu l'article 2, § 3, 5°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2021 ;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 12 février 2021 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que la crise sanitaire du COVID-19 a des conséquences économiques considérables pour beaucoup d'entreprises ;

Que l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel qu'applicable au 2 novembre 2020, a imposé la fermeture d'un grand nombre d'entreprises ;

Que ce contexte réduit fortement le chiffre d'affaire de ces établissements ; que ceux-ci continuent de devoir supporter des coûts fixes et ont souvent dû consentir des investissements afin de se conformer aux règles sanitaires ; qu'il en résulte qu'une proportion significative de ces établissements se trouve actuellement en très mauvaise posture financière, voire, pour certains, au bord de la faillite ; que ces établissements emploient une main d'œuvre nombreuse ; que la chute de ce secteur économique aurait des répercussions négatives sur d'autres secteurs en lien tel que celui de leurs fournisseurs ;

Que pour ces différents motifs, il convient, sans différer, de soutenir à nouveau financièrement ces établissements et de leur verser une aide dans les meilleurs délais ; que l'urgence est justifiée ;

Vu l'avis 68.827/1 du Conseil d'Etat, donné le 12 février 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° ministre : le ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/30399]

16 FEBRUARI 2021. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende steun aan ondernemingen die niet-essentiële activiteiten uitoefenen in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 3 mei 2018 betreffende de steun voor de economische ontwikkeling van ondernemingen, de artikelen 28 en 30 ;

Gelet op artikel 2, § 3, 5°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkheidsentest ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 februari 2021 ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2021 ;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 12 februari 2021 ;

Gelet op de spoedeisendheid, gemotiveerd door het feit dat de COVID-19-gezondheidscrisis aanzienlijke economische gevolgen heeft voor veel ondernemingen ;

Dat het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals van toepassing op 2 november 2020, de sluiting van een groot aantal ondernemingen heeft opgelegd ;

Dat deze context de omzet van deze inrichtingen sterk vermindert ; dat deze vaste kosten moeten blijven dragen en vaak hebben moeten investeren om aan de gezondheidsvoorschriften te voldoen ; dat als gevolg daarvan een aanzienlijk deel van deze inrichtingen momenteel in een zeer slechte financiële positie verkeert en, voor sommige, zelfs op de rand van het failliet ; dat deze inrichtingen veel personeel in dienst hebben ; dat de ineenstorting van deze economische sector negatieve gevolgen zou hebben voor andere verwante sectoren, zoals die van hun leveranciers ;

Dat het om deze verschillende redenen gepast is om deze inrichtingen onverwijld opnieuw financieel te steunen en hun zo snel mogelijk steun uit te keren ; dat de urgentie gerechtvaardigd is ;

Gelet op advies 68.827/1 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op voorstel van de Minister van Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° minister: de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie ;